Le premier ministre va-t-il demander au gouvernement américain un moratoire sur les mesures restrictives unilatérales pendant que les négociations commerciales se poursuivent? Si les Américains refusent de nous donner cette assurance, le premier ministre acceptera-t-il de suspendre les négociations?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le parti néo-démocrate continue d'utiliser tous les arguments qu'il peut pour empêcher que les Canadiens ne parviennent à la sécurité d'emploi et ne profitent des nouvelles possibilités qui découleront des négociations commerciales.

M. Rodriguez: Pas étonnant qu'ils se soient débarrassés de vous.

M. Clark (Yellowhead): Je ne pense pas que le député soit intéressé par la réponse. Il l'est, maintenant. Ipsco a fait savoir qu'elle allait faire appel de la décision devant les tribunaux. Le gouvernement du Canada fera son possible pour l'aider.

En ce qui concerne les négociations en général, j'ai été frappé par le fait que, hier, les premiers ministres de toutes les provinces, indépendamment de leur parti ou de leurs réserves à l'égard des négociations, ont accepté de suspendre leurs objections dans l'intérêt national.

Des voix: Bravo!

LA TAILLE DE L'AIDE GOUVERNEMENTALE

M. Simon de Jong (Regina-Est): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au premier ministre. Le gouvernement tergiverse pendant que les emplois canadiens disparaissent. Le ministre du Commerce extérieur m'a assuré, le 21 avril, que le gouvernement travaillait en étroite collaboration avec la sidérurgie canadienne pour obtenir une décision favorable. Quelle aide le gouvernement a-t-il effectivement donnée à ce secteur et qu'a-t-il l'intention de faire en réponse à cette nouvelle action des États-Unis?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député devrait savoir que c'est la décision d'un organisme quasi-judiciaire. Il devrait également savoir que si nous voulons de meilleurs arrangements commerciaux avec les États-Unis et d'autres pays, nous ne pouvons pas nous retirer partiellement des négociations. Nous devons montrer le genre de front commun adopté par les premiers ministres hier soir.

Des voix: Bravo!

LE DROIT IMPOSÉ PAR LE CANADA SUR LES PUBLICATIONS EN PROVENANCE DES ÉTATS-UNIS

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, les droits imposés hier sur les livres et autres publications se trouvent à placer la culture au coeur même du débat sur le libre-échange, même si le premier ministre a promis de garder la culture loin de ces négociations. Ma question s'adresse au ministre des Finances. La réaction du ministre au plan économique a été d'imposer des barrières douanières sur les publications américaines importées au Canada. Cela ne signifie-t-il pas que le secteur canadien de l'édition est maintenant devenu

Questions orales

un point négociable dans les pourparlers canado-américains sur le libre-échange?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, la députée doit comprendre que c'est là une mesure spécifique qui a été prise en réaction à une mesure spécifique du gouvernement des États-Unis.

M. Marchi: N'avez-vous jamais entendu le mot «réciproque»?

M. Wilson (Etobicoke-Centre): La question de savoir ce qui est négociable dans les pourparlers canado-américains sur le libre-échange a été abordée à maintes occasions notamment par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et par le ministre du Commerce extérieur.

L'INCIDENCE SUR LE PRIX DES LIVRES

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, c'est exactement ce que je dis. Le ministre des Finances va-t-il reconnaître que les droits imposés hier aux dépens des éditeurs américains vont seulement contribuer à hausser le prix des livres pour les consommateurs canadiens et à inciter les Américains à prendre des mesures de représailles contre les auteurs canadiens, soit les personnes mêmes que le gouvernement a dit maintes fois vouloir encourager et protéger?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est rigoureusement exact. Nous voulons aider et protéger les écrivains canadiens. C'est pourquoi, d'accord avec le ministre des Communications, j'ai prévu dans mon budget un certain nombre de mesures visant à appuyer ce secteur en particulier et nous allons continuer de l'appuyer.

Mme Finestone: Vous leur coupez maintenant l'herbe sous le pied.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Non, la députée sait pertinemment que ce n'est pas vrai.

* * *

L'AGRICULTURE

LES CÉRÉALIERS—DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. On n'a rien fait pour résoudre la crise du commerce des céréales à la réunion de l'OCDE en avril, on n'a rien fait à Tokyo en mai, et il y a seulement de faibles chances qu'on aborde même la question au GATT. Hier à Vancouver, le Canada n'a pas réussi à obtenir un engagement des principaux exportateurs de céréales du monde. Le ministre responsable de la Commission canadienne du blé a déclaré qu'il est peu probable que la situation s'améliore.

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Le député a-t-il une question?

M. Hovdebo: Le gouvernement donnera-t-il aux producteurs canadiens une chance égale à leurs homologues européens et américains en les aidant à absorber les coûts de production?